



RCS : EVRY

Code greffe : 7801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2010 B 00314

Numéro SIREN : 519 833 339

Nom ou dénomination : A.R.T

Ce dépôt a été enregistré le 17/06/2013 sous le numéro de dépôt 6921

LISTE DES SIEGES SOCIAUX :

Courcouronnes, Le 31 décembre 2012

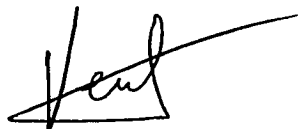
Ancienne adresse

**A.R.T
85 Bis, Route de Grigny
91130 RIS ORANGIS**

Nouvelle adresse

**A.R.T
80, Ave du Général de Gaulle
91170 VIRY CHATILLON**

**Mr SEKOUR Karim
Président**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Karim', with a long horizontal stroke extending to the right.

PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

ART ET NEGOCE

**SARL au Capital de 10.000 Euros
85 Bis, Route de Grigny
91130 RIS ORANGIS
RCS EVRY : 519 833 339**

Paris, le 31 décembre 2012

Au siège de la société SARL « ART ET NEGOCE », sis à l'adresse ci-dessus se sont rassemblé les associés pour statuer sur l'ordre du jour.

Sont Présent :

Mr SEKOUR Karim

1 – Le changement de Forme Social

Il a été décidé de modifier la forme sociale de la société afin de la passer de SARL Société À Responsabilité Limitée en SASU Société par Action Simplifiée Unipersonnel.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Suite à l'adoption de cette résolution, il a été décidé de mettre à jour l'article 1 des statuts.

2 – Le changement de Dénomination Social

Il a été décidé de modifier la dénomination sociale de la société :

Nouvelle dénomination : A.R.T

Ancienne dénomination : ART ET NEGOCE

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Suite à l'adoption de cette résolution, il a été décidé de mettre à jour l'article 3 des statuts.

3 – Le changement de l'Objet Social

Il a été décidé de modifier l'objet sociale de la société :

Nouvelle dénomination : Intermédiaires et négoce en matériaux de construction

Ancienne dénomination : L'intermédiation et la négoce en matériaux, en France et à l'étranger

4 – Le changement d'adresse la société

KS

**L'ancienne adresse était : 85 Bis, Route de Grigny / 91130 RIS ORANGIS
La nouvelle adresse est : 80, Ave du Général de Gaulle / 91170 VIRY CHATILLON**

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Suite à l'adoptations de cette résolution, il a été décidé de mettre à jour l'article 4 des statuts.

5 – Le changement de dirigeant

Le gérant ayant cédé toutes ces parts sociales, Mr PERRIN Nicolas donne sa démission du poste de gérant qu'il occupait. Monsieur SEKOUR Karim qui a acquit toutes les parts de la société, est nommé nouveau président et sa rémunération sera votée ultérieurement.

Les questions à l'ordre du jour étant posées, Mr PERRIN Nicolas la fin de cette assemblée et donne congé à celle-ci.

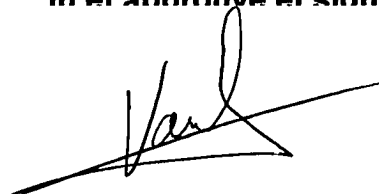
Les questions à l'ordre du jour étant posées, Mr SEKOUR Karim constate la fin de cette assemblée et donne congé à celle-ci.

Fait pour valoir à qui de droit.

**Mr PERRIN Nicolas
Président
(lu et approuvé et signature)**

A stylized, cursive signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end.

**Mr SEKOUR Karim
Gérant partant
(lu et approuvé et signature)**

A stylized, cursive signature in black ink, featuring a prominent vertical stroke and a long horizontal stroke at the bottom.

ART ET NEGOCE

SARL au Capital de 10.000 Euros

85 Bis, Route de Grigny

91130 RIS ORANGIS

RCS EVRY : 519 833 339

CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- Monsieur PERRIN Nicolas
- Né le 4 juin 1982 à Sète en France, Nationalité Française
- Adresse : 14, Rue Paul Marais / 91260 JUVISY SUR ORGE

D'UNE PREMIERE PART

- Monsieur SEKOUR Karim
- Né le 20 janvier 1975 à Mantes la Jolies en France, Nationalité Française
- Adresse : 58C, Rue Mathilde / 91000 EVRY

D'UNE DEUXIEME PART

Ont établi les présents actes contenant cession de parts sociales.

Les CEDANTS :

- 1) **Monsieur PERRIN Nicolas cèdent aux conditions ordinaires et de droit au CESSIONNAIRE Monsieur SEKOUR Karim, qui accepte Cinquante et une (51) parts sociales émises par la société « ART et NEGOCE », SARL au capital de 10.000 euros, immatriculée au R.C.S. de Evry, divisées en 100 parts sociales de Cent (100,00) euros chacune et ayant son siège social au 85 Bis, Route de Grigny / 91130 RIS ORANGIS et pour objet principal : L'intermédiation et la négoce en matériaux, en France et à l'étranger.**

La présente cession est consentie et acceptée au prix total de un euro (1 €) symbolique payé comptant aux CEDANTS qui le reconnaissent et en donnent quittance.

Le projet de cette cession a été agréée par la collectivité des associés de la société émettrice par décision du 31 décembre 2012, consignée dans un procès-verbal dont un extrait, certifié exact par le gérant est annexé au présent acte.

Les CESSIONNAIRES seront propriétaires des parts cédées à compter de ce jour et se trouvent subrogés au CEDANT dans tous les droits et actions attachées aux parts cédées.

Le CEDANT déclare : Qu'il est propriétaire des parts sus décrites pour les avoir acquises lors de la constitution de la Société, ainsi qu'il en résulte des statuts. Cette pièce est remise ce jour aux CESSIONNAIRES qui reconnaissent que les parts sont libres de tout nantissement, ou autre

PP KS

mesure pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits des CESSIONNAIRES sur lesdites parts.

Le CEDANT et les CESSIONNAIRES déclarent :

- que la cession ne porte pas atteinte au caractère pluri-personnel de la société émettrice.
- que la société émettrice reste passible de l'impôt sur les sociétés.

Publicité de la cession : toutes les formalités prescrites à la Loi du 18 Juillet 1966 et les décrets d'application seront effectuées dans les plus brefs délais, à l'issue de la formalité de l'enregistrement, l'ensemble à la diligence et aux frais exclusifs du CESSIONNAIRE qui s'y oblige.

Il en sera justifié au CEDANT sur simple demande.

Intervention du gérant

Aux présentes intervient le gérant de la société **Monsieur PERRIN Nicolas** qui déclare au nom de la société accepter la cession dont un original lui est remis et disposer les parties de la formalité de signification.

Affirmation de sincérité

Les soussignés certifient que le prix stipulé ci-dessus correspond à l'intégralité du prix convenu.

Les soussignés rappellent que les parts cédées représentent des apports en numéraire et qu'elles ne confèrent pas à leur possesseur le droit à jouissance de droits immobiliers.

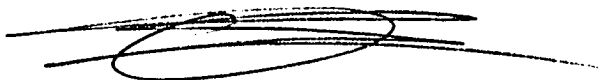
Frais

Les frais, droit et honoraires du présent acte et ceux qui en seront la suite et la conséquence seront à la charge du CESSIONNAIRE qui s'y oblige.

Fait à Paris, le 31 décembre 2012. (en 6 originaux.)

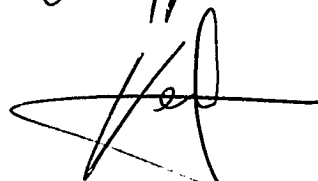
Mr PERRIN Nicolas

(lu et approuvé et signature)

lu et approuvé


Mr SEKOUR Karim

(lu et approuvé et signature)

lu et approuvé


Enregistré à : S.I.E. D'EVRY VILLE NOUVELLE

Le 29/03/2013 Bordereau n°2013/136 Case n°5

Ext 614

Enregistrement : 25 €

Pénalités : 3 €

Total liquidé : vingt-huit euros

Montant reçu : vingt-huit euros

Le Contrôleur des finances publiques

*Le Contrôleur
des Finances Publiques
M. N. D. JAR Mustapha*

CP

A.R.T

NOUVEAUX STATUTS A.R.T AUX 31 DECEMBRE 2012

STATUTS

LES SOUSSIGNÉS.

- Monsieur SEKOUR Karim
- Né le 20 janvier 1975 à Mantes la Jolies en France, Nationalité Française
- Adresse : 58C, Rue Mathilde / 91000 EVRY

D'UNE PREMIERE PART

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société par Action Simplifiée Unipersonnelle devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

Les conjoints des associés mariés sous le régime de la communauté ont été dûment avertis conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, de l'apport fait par leur conjoint au moyen de deniers appartenant à la communauté.

CHAPITRE 1

FORME - OBJET - DÉNOMINATION SOCIALE
SIÈGE SOCIAL - EXERCICE SOCIAL - DURÉE

ARTICLE 1 – FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société par Action Simplifiée Unipersonnelle, qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par les articles L 223-1 et suivants du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

Intermédiaires et négoce en matériaux de construction

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : **A.R.T**

Tous les actes et les documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Action Simplifiée Unipersonnelle » ou des initiales « SASU » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : **80, Avenue du Général de Gaulle / 91170 VIRY CHATILLON.**

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville ou des départements limitrophes par simple décision de la gérance ratifiée ultérieurement par les associés en assemblée générale extraordinaire, et en tout autre endroit par décision extraordinaire :

- de l'assemblée des associés, en cas de pluralité d'associés
- de l'associé unique, en cas d'EURL.

ARTICLE 5 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le **1^{er} janvier** et finit le **31 décembre** de chaque année. Le premier exercice sera le jour de l'immatriculation.
Le premier exercice se terminera le **31 décembre 2012.**

ARTICLE 6 – DURÉE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

CHAPITRE 2

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 – APPORTS

Les associés apportent à la société la somme de : 10.000 euros, soit Dix Mille Euros

APPORTS EN NUMERAIRE :

- Mr PERRIN Nicolas apporte la somme de 5.100 Euros
- Mr SEKOUR Karim apporte la somme de 4.900 Euros

APPORTS EN NATURE :

- NEANT

La partie libérée (ou : La totalité) de ces apports en espèces, soit la somme de **2.000.00 Euros** a déposé, ainsi que le reconnaissent les associés à la banque :
..... sur un compte bloqué, ouvert au nom de la société en formation.
Conformément aux stipulations de l'article 39 de la loi du 24 juillet 1966, elles pourront être retirées par la gérance, sur présentation d'un certificat du greffier attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du greffe du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

(S'il y a lieu) Les apports en numéraire non libérés seront versés sur appel de fonds du gérant et au plus tard dans un délai ne pouvant excéder 5 ans.

Il s'interdit d'exercer, directement ou indirectement, une activité concurrente de celle promise à la société.

RÉCAPITULATION DES APPORTS

Total des apports formant le capital social : 10.000 Euros.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 10.000 Euros.

Il est divisé en 100 parts de 100.00 Euros chacune, entièrement libérées (*ou libérées à concurrence de 60%*) souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux en proportion de leurs apports respectifs ou aux parts acquis, à savoir :

Mr SEKOUR Karim 100 parts

Total des parts formant le capital social 100 parts.

Les soussignés déclarent expressément que ces parts sociales ont été réparties entre eux dans la proportion sus-indiquée.

CHAPITRE 3

PARTS SOCIALES - CESSION DE PARTS

ARTICLE 9 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations et confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.
La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions adoptées dans le cadre de ladite société.

ARTICLE 10 - FORME DES CESSIONS DE PARTS

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.
Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre faire l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de commerce.

ARTICLE 11 - AGRÉMENT DES TIERS

Les parts sociales sont librement cessibles entre les associés.

Elles ne peuvent être transmises à des tiers, autres que les catégories visées ci-dessus, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 12 - DÉCÈS D'UN ASSOCIE

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé, sous condition de leur éventuel agrément tel que prévu à l'article 11 des présents statuts.

ARTICLE 13 - RÉUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

CHAPITRE 4

GESTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 14 – GÉRANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisi(s) parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le ou les gérant(s) sont désignés pour la durée de la société ou pour un nombre déterminé d'exercices, par décision :

- des associés représentant plus de la moitié des parts sociales,
- ou de l'associé unique en cas d'EURL.

Ils peuvent être révoqués dans les mêmes conditions.

Le président est Mr SEKOUR Karim nommé pour une durée illimitée.

En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à une rémunération fixe, proportionnelle ou mixte, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminées par décision collective ordinaire des associés.

ARTICLE 15 - POUVOIRS ET RESPONSABILITÉ DE LA GÉRANCE

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Ses pouvoirs peuvent être limités dans l'acte de nomination. Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social. Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance. Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés. Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dès que la société atteint deux des trois seuils définis par l'article 12 du décret n° 67-236 modifié du 23 mars 1967, les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires doivent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

CHAPITRE 5

CONVENTION ENTRE UN GÉRANT OU UN ASSOCIÉ ET LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 17 - CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés. Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 19 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIÉS

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 17. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

CHAPITRE 6

DÉCISIONS COLLECTIVES - DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE

ARTICLE 20 - DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises :

- soit par consultation écrite des associés,
- soit en Assemblée,
- soit par acte exprimant le consentement de tous les associés, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

Les procès verbaux d'assemblées générales sont répertoriés dans un registre.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la loi. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises au lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

En cas de décès du gérant, tout associé peut convoquer l'assemblée des associés afin de procéder à la nomination d'un nouveau gérant.

ARTICLE 21 - PARTICIPATION DES ASSOCIÉS AUX DÉCISIONS

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

ARTICLE 22 - APPROBATION DES COMPTES

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé. Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

Dans le cadre d'une EURL dirigée par l'associé unique, cette formalité est réputée accomplie par le dépôt des comptes sociaux, de l'inventaire et du rapport de gestion au Registre du commerce et des sociétés dans un délai de 6 mois.

ARTICLE 23 - DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible, s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

ARTICLE 24 - DÉCISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés modifiant les statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi. Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si les associés présents ou représentés possèdent au moins :

- sur première convocation, le quart des parts,
- sur seconde convocation, le cinquième de celles-ci.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être convoquée à une date postérieure ne pouvant excéder deux mois à compter de la date initialement prévue.

Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Le changement de nationalité de la société ne peut être décidé qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 25 - CONSULTATIONS ÉCRITES - DÉCISIONS PAR ACTE

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit. Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée. Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit. Ce délai est fixé par le ou les gérants sans pouvoir être inférieur à quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution. Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles. Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 23 et 24 des présents statuts selon l'objet de la consultation. Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. La réunion d'une assemblée peut cependant être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales.

CHAPITRE 7

AFFECTATION DES RÉSULTATS

ARTICLE 26 - AFFECTATION DES RÉSULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale, l'Assemblée générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatives ordinaires ou extraordinaires, générales ou spéciales, dont elle règle l'affectation ou l'emploi. Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende. Le prélèvement de 5 % cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint le dixième du capital social. L'Assemblée générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

CHAPITRE 8

TRANSFORMATION - DISSOLUTION

ARTICLE 27 – TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

ARTICLE 28 – DISSOLUTION

A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 29 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société. L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires. Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social. À défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

ARTICLE 30 – CONTESTATIONS

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

CHAPITRE 9

JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE

ARTICLE 31 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés. Les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour pour le compte de la société en formation, lesquels sont relatés dans un état ci-annexé. Toutes ces opérations et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés. La gérance est par ailleurs expressément habilitée entre la signature des statuts et l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés à passer tous actes et à souscrire tous engagements entrant dans l'objet social et conformes aux intérêts de la société. Ces engagements seront réputés avoir été dès l'origine souscrits par la société après vérification et approbation par l'Assemblée générale ordinaire des associés tenue au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 32 – POUVOIRS

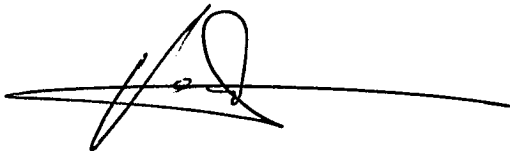
Tous pouvoirs sont donnés au gérant ou à son mandataire à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi.

Fait à Paris

Le 31 décembre 2013

En six exemplaires originaux

**Mr SEKOUR Karim
Président**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'S' followed by a horizontal line and a small flourish.

PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

ART ET NEGOCE

SARL au Capital de 10.000 Euros
85 Bis, Route de Grigny
91130 RIS ORANGIS
RCS EVRY : 519 833 339

Paris, le 31 décembre 2012.

Au siège de la société SARL « ART ET NEGOCE », sis à l'adresse ci-dessus se sont rassemblés les associés pour statuer sur les 2 ordres du jour.

Sont Présent :

Mr PERRIN Nicolas, Mr SEKOUR Karim

1 - La cession des parts sociales

Ce reporter au document intitulé « Cession des parts sociales », écrit avec l'accord des associés.

2 – Le changement de l'article huit des statuts : Capital social

En effet, l'assemblée des associés a voté en majorité pour le changement de l'article huit des statuts « Capital social » et a demandé à ce que les statuts soient enregistrés auprès du Greffe du Tribunal de Commerce.

Les questions à l'ordre du jour étant posées, Mr PERRIN Nicolas la fin de cette assemblée et donne congé à celle-ci.

Fait pour valoir à qui de droit.

Mr PERRIN Nicolas
(lu et approuvé et signature)

Mr SEKOUR Karim
(lu et approuvé et signature)

lu et approuvé

lu et approuvé